



COLLÈGE

Une réforme pas au niveau

© Adrien Voyer

Au collège Aliénor d'Aquitaine, même les 6^e ont conscience de l'arrivée des groupes de niveau. « Ça va être une source de démotivation. Et puis, ça sépare les amis. »

Contre les groupes de niveau, la mobilisation se poursuit. Au collège Aliénor d'Aquitaine de Bordeaux, la communauté éducative espère réussir à faire bouger les lignes d'un texte auquel personne ne semble adhérer. Le sociologue de l'éducation François Dubet fustige le « tri des élèves » engagé par le gouvernement.

« Un enseignant qui fait grève fait économiser de l'argent à l'État », gronde Jean-Bernard Marot, professeur d'histoire-géographie au collège Aliénor d'Aquitaine, exposant la difficulté des professeur-es à se faire entendre. Les groupes de niveau, voulus par le Premier ministre Gabriel Attal et adoptés il y a dix jours, mobilisent les enseignant-es, qui seront nombreux à se déclarer en grève mardi 2 avril. Leur position est tranchée. Tout comme celle de la FCPE, première association représentative de parents d'élèves. Lors de leur appel à faire « collège mort », jeudi 21 mars, seuls 30 élèves se sont présentés en classe sur les 650 que compte l'établissement. Pierre Baboneau est professeur de maths et représentant syndical pour le compte du SNES-FSU (syndicat enseignant majoritaire). Dix jours après l'adoption de la mesure, il ne décolère

pas. « Je ne vois pas de point positif à cette réforme. On nous demande depuis des années de faire des groupes hétérogènes, et maintenant c'est l'inverse. On sait que ces groupes seront seulement favorables aux meilleurs élèves. Comment les élèves vont-ils vivre cette situation ? »

Des professeur-es en sous-effectif

Le débat que cet enseignant mène dans la salle de pause attire vite l'attention de sa collègue Marie-Claude Ducq. Agacée, elle pointe du doigt les angles morts que peuvent comporter les groupes de niveau. « Pour que l'aide apportée aux élèves soit la plus personnalisée possible, les 140 élèves de 6^e seront répartis en six groupes pour ne pas être plus de 23 par classe. Mais nous sommes seulement cinq professeur-es de maths et le collège n'a pas les moyens de s'en offrir un supplémentaire. »

Jean-Bernard Marot est professeur d'histoire-géographie depuis plus de vingt ans. Il n'enseigne pas le français ni les mathématiques mais selon lui, « toutes les matières seront impliquées. À partir du moment où on aligne tous les groupes de niveau sur les mêmes créneaux, il devient très difficile de fabriquer un emploi du temps adapté. »

« Briser mon rêve »

Attaquée à son pupitre, Émilie Sens, accompagnante d'élèves en situation de handicap de 24 ans, suit deux adolescent-es. « Si les groupes de niveau voient le jour, je démissionne. Avec cette réforme, les élèves pourraient penser qu'ils sont dans un groupe car ils sont mauvais. Ils n'ont pas de recul à cet âge. » « Les classes de niveau peuvent briser mon rêve », regrette Imane, douze ans. Elle craint que cette nouvelle mesure

ne l'empêche d'intégrer l'option arts plastiques à la rentrée prochaine. Le collège Aliénor d'Aquitaine est réputé à travers la région pour être l'un de ceux qui proposent le plus de sections spécifiques à horaires aménagés.

Les jeunes pourraient assister à l'accroissement de la compétition entre élèves, craignent certain-es adolescent-es du cours de Monsieur Marot. « Si je suis dans le groupe des forts, je vais m'en vanter, si je suis avec les faibles je vais perdre confiance en moi », pense Inès, 11 ans. « Ça va être une source de démotivation. Et puis ça sépare les amis », ajoutent ses voisines, pleines de doutes.

Un nouvel appel a été lancé au niveau national pour inciter les parents d'élèves à ne pas envoyer leurs enfants à l'école demain. La section FCPE du collège Aliénor d'Aquitaine ne compte pas suivre la mobilisation cette fois-ci, explique Aude Boudier. « Nous n'aiderons pas nos enfants en les privant d'école une nouvelle fois. Les différents conseils locaux de la FCPE communiquent entre eux et réfléchissent aux actions qui pourront remplacer celle du collège mort pour protester sans pénaliser les élèves. »

Adrien Voyer et Noa Roche

ET AUSSI

RETRAITÉ-ES, TOUJOURS PRÉCAIRES - LA MANIF FÉDÈRE PEU

SPECTACLE VIVANT : MOBILISÉ-ES FACE AUX COUPES BUDGÉTAIRES

ÉLECTIONS ÉTUDIANTES : LA PALESTINE S'INVITE DANS LA CAMPAGNE

GÉOCINÉMA : L'AVENTURE DANS LES SALLES

EN BREF

Bordeaux Montaigne bloquée en pleine élection

Étrange ambiance sur le campus de l'université Bordeaux Montaigne à Pessac. En pleines élections universitaires, moment démocratique central dans la vie de l'établissement, un groupe d'étudiant-es a décidé de bloquer le bâtiment Rosa-Bonheur. Ils et elles espèrent étendre le blocage, à l'exception des bâtiments administratifs, jusqu'à vendredi.

Une étudiante à l'origine du blocage indique que l'initiative a été votée en assemblée générale la semaine dernière. Un coup de force qui tombe en plein pendant les élections, sans que cela ait été prémédité.

Aux racines de la colère : la prise en charge des violences sexistes et sexuelles (VSS) à l'Université, que les militant-es jugent insuffisante. « Plusieurs profs sont accusés de viol ou d'agression sexuelle », complète l'étudiante, en référence notamment à l'affaire Barbara Stiegler qui a secoué l'institution en fin d'année 2023. « Le prof de philo accusé de viol a été suspendu pendant un an. Mais il reviendra ensuite, et c'est pour ça qu'on doit se mobiliser. »

Ce midi, environ 400 personnes étaient présentes en assemblée générale pour entériner la poursuite du blocage de l'établissement. Elles réclament une réforme de la cellule de prise en charge des VSS.

Le bureau de la présidence indique qu'une « cellule de crise » est en place concernant les blocages, et soupire : « C'est dépitant ».

Quentin Saison, Linda Rouso et Maxime Sallé

« La non-mixité creuse les écarts »

Pour François Dubet, professeur émérite à l'Université de Bordeaux, spécialiste des inégalités sociales et de la sociologie de l'éducation, l'école française doit renouer à tout prix avec la mixité.

Dans votre ouvrage *Le ghetto scolaire : pour en finir avec le séparatisme que vous co-signez avec l'ancienne ministre de l'Éducation, Najat Vallaud-Belkacem, vous insistez sur le besoin d'une école mixte. Pourquoi ?*

François Dubet : Le tri des élèves en fonction de leur niveau et de leur origine accentue les inégalités. Si vous mettez les élèves les plus favorisés ensemble, ils se stimulent, le niveau monte, l'ambition des professeurs et des parents augmente et inversement pour les élèves les plus défavorisés. La non-mixité creuse les écarts. La recherche montre que la mixité ne fait pas baisser le niveau des meilleurs. Au contraire, elle augmente le niveau des plus faibles.

Justement, les groupes de niveau que souhaite le gouvernement actuel vont-ils davantage creuser les écarts au sein de l'école ?

F.D. : Les enseignants sont confrontés à des élèves aux niveaux hétérogènes, sauf dans l'entre-soi des riches où il n'y en a que des bons. Comment faire classe ensemble à des niveaux différents ? Il y a deux solutions. Soit vous avez des pédagogies diversifiées en fonction du niveau des jeunes au sein de la même classe, ce qui est difficile, mais pas impossible. Soit vous séparez les bons et les moins bons, et là vous creusez considérablement les écarts : les bons restent bons et les faibles restent faibles. La recherche montre que les groupes de niveau vont durcir les inégalités. La majorité des enseignants le savent et c'est pour ça qu'ils n'en veulent pas.

Vous évoquez le besoin de prendre le problème de l'éducation à une échelle plus locale. Concrètement, comment ça se passe ?

F.D. : Les problèmes ne sont jamais les mêmes en fonction du territoire.



En clair, il faut faire du cas par cas et agir au niveau d'un secteur. À Paris, des chercheurs ont mis en place une expérimentation : ils ont pris deux collèges très contrastés et les ont mélangés. Tous les 6^e et 5^e, favorisés et défavorisés, dans un même collège et tous les 4^e et les 3^e, dans l'autre. C'est ce qu'on appelle des montées alternées. Et les résultats sont bons. Ce ne sont pas des solutions miraculeuses car les inégalités sociales sont très lourdes à l'origine mais c'est une manière de lutter contre certaines mécanismes quasi-automatiques de reproduction des inégalités. Le problème reste de convaincre parents et enseignants, et ça, c'est tout un travail !

Propos recueillis par Linda Rouso

Najat Vallaud-Belkacem et François Dubet. *Le ghetto scolaire : pour en finir avec le séparatisme*. Seuil, 2024, 144 pages.

Le « choc des savoirs », grande ambition de Gabriel Attal



En décembre 2023, Gabriel Attal, alors ministre de l'Éducation nationale, propose une série de mesures pour rendre le système éducatif français plus compétitif à l'international. Ces mesures sont fortement critiquées par les syndicats d'enseignant-es. Parmi elles : la création des « groupes de besoins ».

D'autres mesures

- Les enseignant-es auront le dernier mot sur le redoublement des élèves
- Le brevet sera obligatoire pour rentrer au lycée. Les élèves qui ne l'obtiennent pas seront redirigés dans des « classes prépa-lycée »
- Au brevet, à partir de 2025, ce sont les notes du contrôle continu qui compteront, et plus les notes de compétences attribuées par les enseignant-es en conseil de classe
- Un nouveau « socle commun » doit voir le jour, centré autour de « compétences disciplinaires, psychosociales et de repères de culture générale »

CE QU'IL Y A RÉELLEMENT DERRIÈRE LES « GROUPES DE BESOINS »

Le fonctionnement



Uniquement en classe de français et de maths

Sur 36 semaines de cours

- Au moins 26 semaines doivent se faire en « groupes de besoins »
- 10 semaines au maximum se feront en classe entière



L'équipe pédagogique redéfinit les groupes plusieurs fois dans l'année, en fonction de l'évolution des compétences des élèves

Photo : Antoine Lamiel

Quel avenir pour le spectacle vivant ?



Le Théâtre national Bordeaux-Aquitaine (TnBA) fait partie des institutions mobilisées contre la réduction des subventions de l'État.

Bruno Le Maire va tordre le cou au spectacle vivant en réduisant de 204 millions d'euros les subventions de l'État, soit 5,46 % du budget de la culture en 2024. La situation inquiète les acteur·rices du secteur culturel et provoque des contestations.

La colère gronde dans le monde de la culture. Lundi, plusieurs Centres dramatiques nationaux ont partagé un communiqué initié par le Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (Syndec). L'intersyndicale du spectacle vivant a suivi le mouvement. Ensemble, ils dénoncent les coupes budgétaires annoncées par le ministre de l'Économie fin février. Bercy cherche à faire des économies : la culture perdra 204 millions d'euros, dont 96 millions dédiés à la création.

« Mon futur me fait peur »

« Les annonces du ministre sont la goutte d'eau qui fait déborder le vase », s'inquiète Baptiste Rahal, chargé de communication du Syndec. Le spectacle vivant a en effet souffert des crises sanitaires et énergétiques. Laurence Raoul, directrice du Syndicat national des scènes publiques, redoute aussi le pire. « La baisse annoncée est terrible. Les petites structures sont fragiles. Il va y avoir des fermetures, des plans de sauvegarde et donc des gens licenciés. » Les coupes budgétaires auront des

conséquences sur la diversité des programmations. « On ne veut pas d'une culture monolithique, il nous faut de l'argent », clame le représentant du Syndec. Une observation partagée par le comédien en herbe Mathieu Bousquet, élève à l'école nationale de théâtre de Bordeaux (Estba). « Les programmations sont déjà affectées. Il y a moins de prise de risques qu'avant. » Entrer à l'Estba est un graal. Malgré les portes qu'ouvre la formation, l'avenir reste incertain pour le jeune homme de 26 ans. « Mon futur me fait peur. En sortant de l'école, on a besoin de toquer à la porte de théâtres pour faire des spectacles. Mais cela risque de ne plus être possible car les grosses structures n'ont plus assez d'argent pour faire des créations. »

Un équilibre financier fragile

Certaines structures, qui bénéficient d'autres subventions, sont cependant moins touchées. C'est le cas du Rocher de Palmer à Cenon, labellisé Scènes de musiques actuelles (Smac). Patrick Duval, directeur de la musique et des diffusions de nuit, décrit une situation moins critique. « Sur les 92 Smac de France, il y a des hausses de 10 000 à

65 000 euros en fonction des lieux, et pas de baisse de subventions ». Des enveloppes spécifiques des Directions régionales des affaires culturelles (Drac) sont réservées aux Smac. Yohan Delmeire, directeur de la création artistique à la Ville de Bordeaux, témoigne quant à lui d'une augmentation des investissements pour la culture à l'échelle locale. « Aujourd'hui, sur le TnBA, le Glob Théâtre, la Rock School Barbey et la Manufacture CDCN, on atteint 2,5 millions en début de mandat. »

Cette politique municipale est pensée pour combler les coûts engendrés par les différentes crises. Mais c'est indéniabla, le spectacle vivant va mal. « La politique culturelle pensée dans les années 1980 ne fonctionne plus, souligne le fonctionnaire. On se doit de rester optimiste et de profiter de ce cataclysme pour penser à un changement durable. » Mais comment se traduira ce changement ? Patrick Duval est convaincu que cela se fera par des coupes budgétaires répétées. « On va forcément passer à la moulinette. »

Alexandre Tréhoré et Margot Sanhes

« Précaires un jour, précaires toujours »

Cette année, les retraites « de base » ont été augmentées de 5,3 %, une revalorisation timide face à l'inflation. À Bordeaux, une petite centaine de retraité·es ont défilé pour leur pouvoir d'achat.

Devant l'Hôtel de Ville de Bordeaux, sous leurs parapluies, les retraité·es ne se pressent pas.

Aujourd'hui, les séniors manifestent pour leur pouvoir d'achat. Arrivé en avance, Jacques brandit sa pancarte. « Je suis en colère d'être à la retraite sous le seuil de pauvreté, après avoir travaillé aussi durement que je le pouvais ! » À bientôt 70 ans, l'ancien intérimaire vit avec moins de 1 000 euros par mois. Jacques a pourtant commencé à travailler à 14 ans, comme pâtissier, avant d'enchaîner les missions d'intérim : « Que des boulots durs, physiques, je vous raconte pas... » Mais à partir de ses 45 ans, sa santé l'empêche de travailler et il ne touche plus que la pension d'invalidité. « C'est pour ça que j'ai une mauvaise retraite. Précaire un jour, précaire toujours », souffle-t-il.

Sous les airs de *Bella Ciao* étouffés par la pluie, le cortège avance lentement. Lydie, ancienne infirmière fidèle à la CGT, porte une banderole. Le syndicat réclame une augmentation des pensions de 10 %. Lydie précise : « J'ai toujours

vécu mes revenus comme une atteinte à ma dignité. Il faut que je me limite sur tout alors que je n'ai jamais limité mes efforts pour m'occuper des gens ! »

La manifestation ne rassemble pas seulement les plus précaires. Jean-Louis, ancien commercial, est venu par solidarité et « parce qu'il pleut et que je suis en colère ». Depuis dix ans, sa pension n'a gonflé que de 90 €. « J'ai toujours été un écureuil. Mais je ne peux plus économiser. J'épargnais pour mes petits-enfants... »

Manifester pour ceux qui ne peuvent pas

Derrière son affiche, Rose, ancienne professeure, rappelle que « les militants ne sont pas forcément les gens dans les pires situations. Ceux-là n'ont ni la tête ni l'occasion d'être ici ». Un ouvrier d'une soixantaine d'années regarde le cortège passer. Quand la trompette s'éloigne, il disparaît dans un bâtiment en travaux.

Camille Ribot



Jacques vient par habitude, après s'être rendu à toutes les manifestations contre la réforme des retraites. Mais il n'y croit plus. « On sait bien qu'aujourd'hui, on ne va pas gagner. Ce ne sera qu'un échec de plus. »

FESTIVAL Géocinéma, l'aventure au bout de la rue

Jusqu'au 28 mars, le festival Géocinéma organisé par le département de géographie de l'université Bordeaux Montaigne, propose de redécouvrir cette discipline sous la lumière des projecteurs.



Pour Alix Miron, étudiant en M1 Territoires, images et environnement, le festival permet de sortir de l'entre-soi.

« Je voulais sortir un peu de ma routine universitaire, et me surpasser », témoigne Alix Miron, étudiant en première année de master Territoires images et environnement (Time). Lundi, il a décroché le premier prix du concours photo du festival Géocinéma dans la catégorie « Voyage », avec une photo prise lors d'une randonnée en Écosse. Jusqu'à demain, le festival propose des événements liant géographie et formats audiovisuels sur le thème de l'aventure. À l'origine de ce thème, Mathilde Procédès, présidente de l'association des étudiants géographes de Bordeaux et organisatrice du concours. « La définition première de l'aventure, c'est quelque chose qui nous déroute mentalement. »

Alors, à l'heure où tout va vite, où chaque voyage est millimétré, les organisateur·ices veulent prouver que l'aventure est encore possible. Pour Raphaël Schirmer, géographe à l'université Bordeaux Montaigne, pas besoin d'aller très loin pour partir à

l'aventure. « Elle est au bout de la rue, dans notre tête, dans notre vie... ça n'est pas forcément partir au bout du monde ! » Prêter attention à une nature vue comme banale et sortir des sentiers battus est un premier pas, tandis que les plus courageux·ses tenteront de se priver de leur confort.

S'ouvrir à d'autres perspectives

Grâce aux lumières du septième art, les enseignant·es et étudiant·es espèrent aussi redorer le blason de la géographie. Aujourd'hui, Mathilde Bouyssou, en première année de master Time, présente avec ses camarades une analyse géographique du film *Porco Rosso* à destination de lycéen·nes. « On a une vision de la géographie restreinte à ce que l'on faisait au lycée, alors que notre approche originale peut montrer la richesse de la discipline. » Ce travail, intégré à la maquette de son master, alimentera d'ailleurs les cours des enseignant·es au lycée. Mais le festival ne se contente pas de son cadre universitaire, au contraire. « Les événements au cinéma *l'Utopia* sont une façon de nous ouvrir à la science citoyenne et de montrer qu'on est capables de parler à la société civile », se félicite Marina Duféal, coordinatrice de l'événement. Concerts, projections de films, conférences : le festival multiplie les disciplines, et trouve l'aventure dans l'ouverture.

Athéna Salhi

Infos : u-bordeaux-montaigne.fr

UNIVERSITÉ Soutien du Poing levé à la Palestine : « Il est important de se mobiliser »

L'organisation étudiante veut mettre la question palestinienne au cœur des enjeux des élections universitaires de l'UBM. Un engagement internationaliste qui fait débat.



Marco Pierre-Anillo, étudiant en deuxième année de licence d'Histoire et militant du Poing levé, explique l'importance du soutien à la Palestine lors de l'élection des conseils centraux à l'UBM.

Les élections des conseils centraux de l'université se tiennent jusqu'à demain à Bordeaux Montaigne (UBM). Sont renouvelés le Conseil d'administration, la Commission de la formation et de la vie universitaire, et la Commission de la recherche. Cette année, la guerre entre Israël et le Hamas a fait irruption dans la campagne, par l'intermédiaire du programme du Poing levé, lié à l'organisation trotskiste Révolution permanente.

Ses militant·es dénoncent l'absence de mesures de l'UBM à l'encontre d'entreprises qui maintiennent des activités économiques en Israël comme

Sodebo ou la Société générale. La mention de ces produits ou services présents sur le campus a dû être retirée de leur profession de foi, à la demande de l'université.

Sur le parvis du campus de Pessac, Marco Pierre-Anillo, étudiant en deuxième année de licence d'Histoire et militant du Poing levé, s'apprête à distribuer des tracts pour l'élection. « À ma connaissance, c'est la première fois que nous sommes censurés ainsi. Sûrement car on a décidé d'être plus offensifs dans notre soutien à la Palestine », note l'étudiant. « Il y a une criminalisation nationale du soutien à la Palestine depuis l'attaque du Hamas du 7 octobre

2023 en Israël », poursuit-il.

Du côté de l'université, on rappelle les règles déontologiques qui s'appliquent à la communication politique dans le cadre de ces élections, notamment dans le cadre très normé des professions de foi.

« On n'est pas à l'Assemblée nationale »

Pour l'Union nationale des étudiants de France (Unef), candidate à ce scrutin, « ces élections ne concernent que l'UBM » et la question de la Palestine n'a pas sa place dans les conseils centraux. « On n'est pas à l'Assemblée nationale », assène Clémence Delfaud, représentante du syndicat à Bordeaux. « Sur la Palestine, l'université n'a pas de marge de manœuvre. C'est une erreur d'élire quelqu'un pour quelque chose qu'il ne pourra pas changer. »

« Depuis le 7 octobre, on fait des conférences, des ciné-débats, des manifestations. On aimerait lancer des collectes de denrées et d'argent pour apporter une aide humanitaire à Gaza. On va continuer à parler de ces sujets », continue Marco Pierre-Anillo. Pour le Poing levé, le soutien à la Palestine devrait être un axe majeur de ces élections. Lundi, sur le parvis de l'UBM, l'organisation étudiante a tenu un stand avec la présence d'étudiant·es palestinien·nes. « On a un rôle à jouer et il est important de se mobiliser ici. Si les Palestiniens n'ont pas de soutien à l'international, ils ne vont pas survivre. Aujourd'hui, le génocide continue », plaide le militant du Poing levé.

Maxime Sallé